

AFFICHAGE DES LISTES DE LOGEMENTS SOCIAUX À JIJEL

La grogne des citoyens

Des citoyens de la commune d'El-Aouana ont procédé, dans la matinée de jeudi dernier, à la fermeture de la mairie en signe de protestation contre la liste de logements sociaux affichée dans l'après-midi de mercredi dernier.

Des protestataires avec lesquels nous nous sommes entretenus s'insurgent contre leur exclusion de cette liste qui, selon certains d'entre eux, n'a pas tenu compte de certaines situations sociales jugées critiques et dont les dossiers n'ont pas été étudiés par la commission d'attribution.

Révoltés, les animateurs de ce mouvement de protestation ont ensuite fermé la route nationale reliant la wilaya de Jijel à Béjaïa pen-

dant des heures. Une situation qui a lourdement pénalisé les usagers de cette route qui, faut-il le souligner, enregistre un dense trafic routier. Lors de notre virée sur les lieux, nous avons constaté que le climat était tendu et que les services de l'ordre étaient sur le qui-vive pour éviter d'éventuels dérapages en cette conjoncture un peu particulière où le front social est en ébullition. Il convient de signaler que la liste objet de contestation qui compor-



Photo : DR

te 30 noms a été concoctée par la commission d'attribution présidée par le chef de

daïra. Pour leur part, des dizaines de citoyens de la cité d'Achoucha, relevant de la commune de Chekfa, ont tenu, jeudi, un sit-in devant le siège de la wilaya en signe de protestation contre leur exclusion de la liste. Selon certains d'entre eux, les habitants de la cité n'ont pas bénéficié des logements dans le cadre de recasement alors qu'elle est composée d'habitations précaires.

B. Ines

EXAMEN DE FIN DE CYCLE PRIMAIRE

15 745 élèves attendus à Skikda...

L'examen de fin de cycle primaire se tiendra en deux sessions, le 29 mai et le 26 juin. Lors de la première, il est attendu, selon les chiffres de la cellule de communication de la direction de l'éducation de la wilaya de Skikda, 15 745 élèves, dont 8 118 garçons, soit en baisse par rapport à l'année précédente où on a dénombré 16 782 élèves, dont 8 805 de sexe masculin. Le nombre des centres d'examen s'élève à 84 centres, le même que celui des catégories professionnelles suivantes : les présidents, les vice-présidents et les observateurs. Les effectifs mobilisés : 365 agents pour le secrétariat, 1 344 surveillants et 319 suppléants. Au total, 2 209 personnes seront chargées du volet encadrement.

Zaïd zoheir

... Et 7 795 à Guelma

7 795 candidats passeront aujourd'hui leur examen de fin de cycle primaire (ex-6^e) ; ils sont répartis sur 52 centres d'examen à travers la wilaya. Ces écoliers plancheront toute la journée sur les matières essentielles, à savoir l'arabe, les mathématiques et la langue française. Une session de rattrapage est prévue le 29 juin prochain. La commission de préparation des examens de fin d'année de la wilaya de Guelma précise que toutes les mesures nécessaires ont été prises en coordination avec les secteurs concernés pour garantir le bon déroulement de cette épreuve.

N. Guerourg

NAÂMA

36 détenus passent les épreuves du CNEG à Aïn-Sefra

Le centre pénitentiaire d'Aïn-Sefra a organisé, la semaine dernière, les examens du CNEG, visant à améliorer les niveaux d'instruction des détenus, et ce, en collaboration avec l'Orec de Saïda, et les services des examens de la direction de l'éducation de Naâma qui ont veillé au bon déroulement des épreuves. 36 prisonniers dont 3 femmes ont concouru pour la première fois. Pour M. B. Mékidèche, responsable du centre, «cette année, le centre d'examen se trouve au sein du pénitencier, contrairement aux années passées, où les épreuves se déroulaient à Saïda ; nous avons mis tous les moyens nécessaires pour la réussite de cette session, ceci avec le concours de l'Orec et des services des examens de l'Education de Naâma, que nous remercions à l'occasion ; c'est donc une première expérience qui nous avons jugé réussie.

D'autres examens dans d'autres filières sont prévus pour le mois de juin prochain.

Une fois la peine purgée, un métier ou un niveau d'instruction suffisant permettront au détenu son intégration dans la société».

B. Henine

SOUK-AHRAS

Découverte d'une cache d'armes remontant à l'ère coloniale

Malgré les opérations successives de déminage menées par l'ANP, des armes enfouies sous terre par l'armée française pendant la guerre de Libération existent encore. Ainsi, dans la matinée de vendredi, et à quelques mètres du siège de l'Office des établissements de jeunesse (Odej) au chef-lieu de la wilaya, une cache de munitions et des fragments d'armes rouillées ont été découverts. Par sécurité,

cet espace a été fermé aux passants pendant plus de deux heures.

Des éléments de la Gendarmerie nationale et des spécialistes du déminage se sont déplacés sur les lieux de la découverte. Rappelons qu'en 2007, dans une école de Taoura, 28 mines dont 13 antipersonnel enfouies sous terre ont été découvertes et une vaste opération de déminage a été entamée.

Barour Yacine

Un jeune homme se suicide

Un jeune homme s'est suicidé jeudi dernier sur le pont de Bouhadada, dans la commune de Chekfa. Il s'agit de Bougheda S., un chômeur de 33 ans natif de la localité de Achoucha. Selon des sources locales, le victime a été retrouvée accrochée à un arbre à l'aide d'une corde aux environs de 17h, non loin de l'oued de Bouhedada, à quelques kilomètres à l'est du chef-lieu de

la commune de Chekfa. On apprend, par ailleurs, que la victime, issue d'une famille pauvre, souffrait de certains troubles. Cet acte de suicide, le cinquième dans la localité ces trois dernières années, a jeté la consternation parmi la population. Les services de police ont ouvert une enquête pour faire la lumière sur cette mort.

B. I.

SKIKDA

Registres de l'état civil cherchent reliure désespérément

Les registres de l'état civil de l'APC de Skikda sont dans un état de dégradation très avancé. Près du cinquième des plus des 300 recensés sont déchirés.

Selon notre source, «la dégradation des registres exigent soit une reliure soit une reconstitution.

La reliure se fait normalement chaque deux ans, malheureusement, elle n'a pas été effectuée depuis près de 5 ans. Généralement, c'est un expert basé à Blida et qui a déjà travaillé avec l'APC de Skikda qui s'en charge. La reconstitution se fait, quant à elle, sur la base d'une instruction du procureur général, et touche les registres déchirés ou devenus illisibles, qui doivent être réécrits».

Un patrimoine à sauvegarder en urgence, tout autant que l'inventaire énumère des registres — près de 120 — où sont établis uniquement les naissances, mariages et décès des Européens (Français, Maltais...) depuis 1840 jusqu'à l'indépendance. Ceux-là sont, selon des sources concordantes, les seuls relativement bien entretenus. Il y aussi un seul registre israélite, marquant le passage des juifs à Skikda. On

y trouve uniquement les naissances de ces derniers, couvrant la période allant de 1840 à l'indépendance. Le registre est aussi dans un état plus au moins potable.

En revanche, les registres où sont établis les naissances, mariages et décès des Algériens sont dans un état lamentable. Leur dégradation a été accentuée depuis l'introduction de la biométrie. «Le trimballement des registres des bureaux de la biométrie vers l'état civil, de main en main, a contribué à accélérer leur dégradation.»

Même les deux registres de l'état-matrice, de Skikda et de Stora, établis sur la base des arbres généalogiques, où sont consignés les naissances des concernés et leurs descendants sont mal entretenus. Il y a aussi le fait que l'état civil enregistre, notamment lors de la rentrée sociale, un afflux très encombrant qui fait que le recours aux registres devient systématique.

En attendant l'informatisation, n'est-il pas imminent de sauvegarder un patrimoine transcription, qu'est le registre de l'état civil. Cette nécessité a été formellement notifiée aux respon-

sables communaux pour qu'ils interviennent énergiquement.

A titre d'information, «l'instauration de l'état civil en Algérie est relativement ancienne en comparaison avec les pays voisins, la Tunisie (décret beylical du 30 juin 1925) et le Maroc (dahir du 8 mars 1950) puisqu'elle remonte à la loi du 23 mars 1882 promulguée par l'administration coloniale», lit-on dans Wikipédia.

Selon le même site, «(...) on mit comme base de départ à l'état matrice de l'état civil algérien l'année 1892, devenue l'année de renvoi pour tous les actes antérieurs (les naissances approximatives de tous les recensés vivants à l'époque des opérations de recensement et d'identification furent consignés dans des registres qui ressemblent, si l'on peut dire, quelque peu à des arbres généalogiques des concernés sans pousser plus en arrière). A partir de là, l'administration fit obligation à ses administrés indigènes de déclarer toute nouvelle situation : naissance, mariage et décès. Tout contrevenant s'exposait à des sanctions sévères».

Zaïd Zoheir

AFFAIRE DE DILAPIDATION DES 20 MILLIARDS AFFECTÉS AU SECTEUR DE LA CULTURE DE BOUMERDÈS Lourdes peines requises

Le procureur près du tribunal de la ville de Boumerdès a requis la même peine de prison ferme (7 ans) contre l'ex-directeur de la culture de la wilaya de Boumerdès (2003/2006) Bekki Benamar et le directeur de la Maison de la culture de la même localité, Harzellah.

Les deux anciens responsables de la culture de Boumerdès sont en détention provisoire depuis 8 mois.

Le même procureur a demandé par ailleurs des peines de prison ferme allant de 2 à 5 années contre des entrepre-

neurs, des responsables de bureaux d'études et des commerçants. Ces derniers sont en nombre de 24.

Le parquet poursuit les 26 prévenus pour corruption, dilapidation de biens publics, passation illégale de marchés publics et utilisation des biens publics à des fins personnelles. La justice estime le préjudice à environ 20 milliards de centimes. Le verdict est attendu au plus tard dans une quinzaine de jours.

Abachi L.